

PLAN D'ACTION POUR LES PERSONNES AYANT UN HANDICAP AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Une voie responsable vers l'égalité des chances!

JUILLET 2020



Premier's Council on Disabilities
Conseil du premier ministre pour les
personnes handicapées

Table des matières

Section	Page #
<i>Message du président du CPMPH</i>	1
<i>Ce que nous avons entendu</i>	2
<i>Historique</i>	3
<i>Valeurs et Principes</i>	7
<i>Objectifs Généraux</i>	10
<i>Mesures de l'imputabilité et des résultats</i>	14
<i>Acronymes</i>	16
<i>Sommaire des recommandations</i>	16
<i>Recommandations</i>	24
<i>Conclusion et prochaines étapes</i>	47
<i>Bibliographie</i>	49
<i>Annexe : Histoire du Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées</i>	50

**Plan d'action pour les personnes
ayant un handicap
au Nouveau-Brunswick**

Juillet 2020

Publié par le conseil du premier ministre pour les personnes handicapées
250 rue King, suite 140
C.P. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)

Monsieur le Premier Ministre Higgs,

À titre de président du Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport d'étape de 2020 sur le Plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées au Nouveau-Brunswick.

Avec les années, des progrès importants ont été réalisés du côté de la sensibilisation à la situation des personnes handicapées, de la nécessité d'avoir des services inclusifs dans les secteurs public et privé, ainsi que des possibilités pour les personnes vivant avec différentes incapacités au Nouveau-Brunswick.

La lutte a été longue et difficile, mais heureusement que nous connaissons une plus grande inclusion en raison des efforts tenaces des consommateurs parmi les personnes handicapées, leur famille, les défenseurs communautaires, les fournisseurs de services, les professionnels en réadaptation, les éducateurs, les entreprises privées et les employeurs, les fonctionnaires et les politiciens et nos défenseurs parmi le public.

Toutefois, il nous reste beaucoup à faire afin d'obtenir la pleine citoyenneté et un accès équitable pour toutes les personnes handicapées d'une manière prévisible et constante.

Les personnes handicapées n'accepteront plus la discrimination systémique ou le manque d'accès en temps opportun aux services de soutien appropriés dont elles ont besoin pour vivre en toute dignité et sécurité. Elles devraient pouvoir accéder à ces services en temps opportun sans égard à la nature de l'incapacité, à leur lieu de résidence au Nouveau-Brunswick; à la langue officielle qu'elles parlent; à leur âge; ou à la cause de leur incapacité.

Nous avons besoin d'un plan d'action provincial sur les questions touchant les personnes handicapées, qui compte des principes significatifs comme une base et des objectifs clairs, des cibles mesurables et des échéanciers, des centres de responsabilité clairs et une obligation courante de rendre compte au public.

Le gouvernement ne peut pas tout faire par lui-même. Toutefois il a un rôle de leadership à jouer dans la prestation des services publics et doit travailler en partenariat avec les autres intervenants du milieu et du secteur privé afin de relever la barre pour l'inclusion et le soutien des personnes handicapées. Le nouveau plan d'action proposé sur les questions touchant les personnes handicapées est un effort pour tracer le chemin de l'avenir. Le Plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées se veut souple et ouvert aux améliorations pendant que nous poursuivons notre cheminement ensemble. **Oui, nous le pouvons! Oui, nous le ferons!**

Le président du Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées,

A handwritten signature in black ink that reads "Randy Dickinson". The signature is written in a cursive, flowing style.

Randy Dickinson

Ce que nous avons entendu

Avec la réalisation de la dernière version de la stratégie relative au Plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées, le Conseil croit qu'il est temps d'élaborer une nouvelle stratégie pour traiter des questions touchant les personnes handicapées.

Dans le cadre de ses efforts constants en vue de consulter la communauté de personnes handicapées et les nombreux intervenants de la province, le Conseil a organisé huit réunions publiques régionales en prévision du Sommet pour les intervenants du secteur touchant les personnes handicapées. Les réunions publiques ont eu lieu à Fredericton, Moncton, Saint John, Edmundston, Bathurst, Miramichi et Tracadie. Plus de 150 personnes ont assisté aux réunions régionales et ont donné leur avis sur les questions touchant les personnes handicapées.

Le Conseil a aussi distribué un sondage sur ses médias sociaux, sur son site Web ainsi qu'à ses intervenants du secteur touchant les personnes handicapées. En réponse au sondage, il a reçu une rétroaction et des commentaires de 220 personnes. De plus, le Conseil a tenu des réunions individuelles avec de nombreux intervenants tout au long du processus pour élaborer ce plan d'action.

Lors du Sommet pour les intervenants du secteur tenu en juin 2019, avec 220 autres intervenants, un certain nombre de questions ont été discutées en ce qui a trait aux possibilités d'inclusion des citoyens handicapés dans la vie économique et sociale du Nouveau-Brunswick. En plus des séances plénières, huit sujets ont été présentés en ateliers. Puis des questions comme l'éducation, la pauvreté, le transport, les loisirs, l'emploi, le logement, les soutiens aux personnes handicapées et l'accès sans obstacle ont été examinées.

Des preneurs de notes étaient sur place lors du déjeuner avec les hauts fonctionnaires et des ateliers pour saisir autant que possible la discussion et le dialogue. Des questions préparées attendaient les participants à chaque table pour guider la discussion lors du déjeuner avec les hauts fonctionnaires. Les mêmes questions ont servi à guider les discussions lors des réunions publiques et de chacune des huit séances en petits groupes dans le cadre du Sommet.

Le Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées a pris toute l'information utile recueillie lors de ses diverses consultations, des questionnaires à l'échelle de la province et du Sommet pour les intervenants du secteur touchant les personnes handicapées pour l'inspirer dans la rédaction du nouveau plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées aux fins d'examen par le gouvernement du Nouveau-Brunswick.

Historique

Le Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées est l'organisme de consultation du gouvernement du Nouveau-Brunswick responsable de la consultation et de la mobilisation des intervenants, de la recherche et de l'étude ainsi que du partage de l'information sur les questions liées aux barrières des personnes handicapées. Voici sa vision : « Un Nouveau-Brunswick où toutes les personnes sont acceptées, incluses et valorisées. » Nous cherchons à offrir un leadership dynamique pour améliorer la qualité de vie de toutes les personnes handicapées vivant au Nouveau-Brunswick.

Le Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées aide à coordonner l'approche du gouvernement du Nouveau-Brunswick (GNB) en ce qui concerne les questions touchant les personnes handicapées. Il le fait en collaboration avec les autres ministères et les principaux intervenants. Les partenariats du Conseil au sein du gouvernement et avec le secteur à but non lucratif sont des facteurs importants, car nous travaillons ensemble pour améliorer le soutien et les résultats des personnes handicapées et de leur famille au Nouveau-Brunswick.

Au sens de la *Loi créant le Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées*, « personne handicapée » désigne une personne qui présente une incapacité physique, mentale, intellectuelle ou sensorielle durable dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à sa participation pleine et effective à la société sur la base de l'égalité avec les autres.

Pour prendre en considération la plus grande panoplie possible de possibilités de croissance du Nouveau-Brunswick, le Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées a organisé une série de possibilités de mobilisation et de réunions avec les intervenants autour de la province à partir du début de février 2019 à mars 2020, pour élaborer une nouvelle stratégie provinciale relative au Plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées du Nouveau-Brunswick.

Dans le cadre de sa stratégie de mobilisation pour les personnes handicapées, le Conseil du premier ministre a organisé un sommet à l'intention des principaux intervenants du secteur touchant les personnes handicapées, un sondage provincial, plusieurs réunions publiques dans la province ainsi que des réunions individuelles avec les intervenants intéressés et clés pour cerner les barrières des personnes handicapées et lancer des idées au sujet des moyens de les faire tomber.

Le Plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées (« le Plan d'action ») est une stratégie pluriannuelle qui inclut des recommandations concernant les intervenants clés auprès de ce groupe portant sur la pauvreté, le logement, le soutien aux personnes handicapées, l'accessibilité, le transport, ainsi que les loisirs et le mieux-être.

Le Plan d'action comprend des mesures recommandées pour donner suite aux questions qui sont ressorties du processus de consultation et de mobilisation du Conseil.

Pour que les personnes handicapées atteignent leur plein potentiel, nous devons nous assurer qu'elles bénéficient du même accès que tous les autres citoyens.

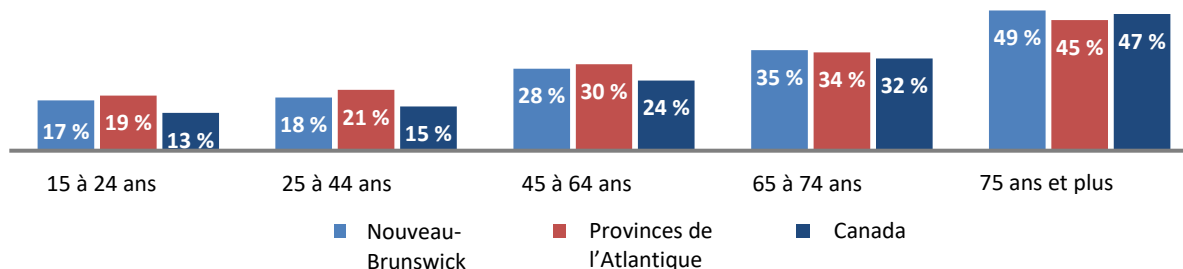
Le Conseil du premier ministre a préparé diverses ébauches du présent rapport afin de le communiquer à ses partenaires aux fins d'une autre rétroaction et de révisions avant la date d'échéance de la présentation au gouvernement.

Nous aimerions en profiter pour remercier les nombreux intervenants communautaires qui ont donné une rétroaction importante menant à la publication du présent document. Pour surveiller les mesures en place à l'égard de toutes ces recommandations et pour rendre compte du processus de mise en œuvre, le Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées s'est engagé à travailler avec les personnes handicapées, leur famille, les organismes au service des personnes handicapées, les ministères et d'autres organismes communautaires.

Statistiques clés sur les incapacités au Nouveau-Brunswick et au CANADA : résultats de l'Enquête canadienne sur l'incapacité de 2017

En 2017, quelque 161 590 Néo-Brunswickois âgés de 15 ans et plus avaient une ou plusieurs incapacités. Cela représentait 26,7 % de la population de la province âgée de 15 ans et plus, le deuxième en importance parmi les provinces et les territoires, et bien au-dessus de la proportion nationale de 22,3 %. Le nombre élevé de personnes ayant une incapacité au Nouveau-Brunswick reflétait en partie la population relativement âgée de la province. Toutefois, même lorsqu'on ajuste l'âge, le Nouveau-Brunswick continue de se maintenir au sommet lorsqu'il est question de prévalence des incapacités.

Prévalence de l'incapacité selon le groupe d'âge, 2017



Au Nouveau-Brunswick et dans l'ensemble du pays, les incapacités étaient plus prévalentes chez les femmes que chez les hommes. Cette tendance a persisté dans la plupart des grandes catégories d'âge, mais était la plus prononcée chez les jeunes.

Les immigrants et les personnes membres d'un groupe de minorité visible étaient moins susceptibles d'avoir une incapacité que les non-immigrants ou les personnes qui n'étaient pas membres d'un groupe de minorité visible. Au Nouveau-Brunswick, parmi les personnes âgées de 15 ans et plus, 22,1 % des immigrants et 12,6 % des personnes membres d'un groupe de minorité visible avaient une ou plusieurs incapacités, contre 27,1 % des non-immigrants ou personnes non membres d'un groupe de minorité visible. À l'échelle nationale, 19,2 % des immigrants et 15,0 % des personnes membres d'un groupe de minorité visible avaient une ou plusieurs incapacités ¹.

Parmi les Néo-Brunswickois ayant des incapacités âgés de 15 ans et plus, 24,7 % étaient jugés avoir une incapacité « très sévère » et 22,6 %, une incapacité « sévère », 17,1 %, une incapacité « modérée » et 35,6 % une incapacité « légère »².

Les types d'incapacités les plus courants parmi la population du Nouveau-Brunswick étaient ceux qui se rattachent à la douleur, à la flexibilité, à la mobilité et à la santé mentale.

Comparativement à l'ensemble du pays, la population néo-brunswickoise typiquement en âge de travailler était légèrement plus susceptible d'avoir une incapacité liée à la santé mentale, à la flexibilité, à la mobilité, à la dextérité ou à l'ouïe, mais légèrement moins portée à avoir une incapacité liée à la vision ou à l'apprentissage.

¹ Toutes les données dans le présent document ayant trait aux immigrants, aux groupes de minorité visibles, à l'éducation et au revenu ont été consultées par la voie du [Community Data Program](#).

² Les classes de sévérité sont basées sur le nombre de types d'incapacité qu'a chaque personne, du niveau de difficulté à effectuer certaines tâches et de la fréquence des limitations d'activité. Les noms attribués à chaque classe visent tout simplement à faciliter leur utilisation et ne sont pas des étiquettes ou un jugement sur le niveau d'incapacité de la personne. En d'autres termes, les classes doivent être interprétées ainsi : les personnes dans la classe 1 ont une incapacité moins sévère que les personnes dans la classe 2 qui à leur tour ont une incapacité moins sévère que les personnes dans la classe 3 qui à leur tour ont une incapacité moins sévère que les personnes dans la classe 4.

La prévalence des types d'incapacités en particulier variait sensiblement selon le groupe d'âge. Parmi les jeunes, les incapacités mentales étaient de loin le type d'incapacité le plus courant, touchant 11,2 % de la population âgée de 15 à 24 ans dans la province (et 7,8 % dans l'ensemble du Canada).

En date de 2017, 44,7 % des personnes handicapées âgées de 15 ans et plus ont suivi certaines études postsecondaires, contre 52,1 % des personnes non handicapées. À l'échelle nationale, ces proportions étaient de 48,4 % et 57,7 %, respectivement. Ces chiffres sont probablement attribuables en partie au fait que les personnes handicapées soient généralement plus âgées que les personnes non handicapées (et les personnes plus âgées sont moins susceptibles d'avoir obtenu des diplômes postsecondaires).

Lors du Recensement de 2016 (mai 2016), seuls 55,4 % des personnes handicapées, âgées de 25 à 64 ans au Nouveau-Brunswick avaient un emploi par rapport à 76,5 % des personnes non handicapées. À l'échelle nationale, 59,3 % des personnes handicapées âgées de 25 à 64 ans étaient employées contre 80,1 % des personnes non handicapées.

Parmi les personnes handicapées employées, âgées de 25 à 64 ans au Nouveau-Brunswick, 37,3 % avaient eu besoin d'une ou plusieurs mesures d'adaptation au travail (34,4 % à l'échelle nationale).

En date de 2017, quelque 15 270 personnes handicapées non employées, âgées de 25 à 64 ans au Nouveau-Brunswick avaient une aptitude au travail³. Parmi les provinces et les territoires, le Nouveau-Brunswick avait la plus forte proportion de personnes handicapées non employées sans aptitude au travail.

Les taux d'emploi des personnes handicapées variaient considérablement selon le type d'incapacité. Lors du Recensement de 2016, les taux d'emploi des personnes handicapées dans la province ont été les plus faibles parmi celles ayant une incapacité liée au développement (22,8 %) et à la mémoire (33,7 %) et les plus élevés parmi celles ayant une incapacité visuelle (58,0 %) et auditive (56,3 %) (ainsi que incapacités « inconnues »)⁴.

En 2015, les personnes handicapées âgées de 25 à 64 ans au Nouveau-Brunswick avaient un revenu médian après impôt de 26 879 \$, se classant au 9^e rang parmi les provinces et les territoires (devant les autres provinces de l'Atlantique et le Québec), et bien en deçà de la médiane nationale de 28 452 \$ de ce groupe.

³ L'aptitude au travail désigne les personnes qui sont officiellement sans emploi, sont inactives mais ont déclaré qu'elles rechercheraient du travail au cours des 12 prochains mois ou qui étaient inactives mais n'ont pas déclaré qu'elles rechercheraient du travail parce qu'elles sont confinées à la maison, ainsi que les personnes dont l'incapacité les empêchait complètement de travailler ou pour lesquelles aucune mesure d'adaptation ne leur permettrait de travailler.

⁴ Lors de l'interprétation de ces données, il est important de tenir compte de la possibilité que des personnes peuvent se classer dans plusieurs catégories d'incapacité. Par exemple, les caractéristiques de la population active présentées pour les personnes ayant une incapacité « liée à la douleur » représentent la population de toutes les personnes ayant une telle incapacité, y compris les personnes ayant une incapacité liée non seulement à la douleur, mais également à la santé mentale, à la mobilité, à la flexibilité, etc.

Valeurs et principes

Les valeurs et les principes suivants guideront tous les aspects de la mise en œuvre et de l'évaluation de la stratégie relative aux personnes handicapées au Nouveau-Brunswick.

Égalité et non-discrimination

L'égalité est un droit garanti de tous les citoyens canadiens. La citoyenneté désigne l'inclusion des personnes handicapées dans tous les aspects de la société canadienne. La citoyenneté implique la participation et la contribution aux systèmes et les services de « base » dans lesquels tous les Canadiens peuvent participer et auxquels la plupart d'entre eux ont accès. Les personnes handicapées doivent être reconnues pour leurs capacités, leur contribution personnelle et leur valeur intrinsèque.

Inclusion – L'équité des chances

Les personnes handicapées au Nouveau-Brunswick ont besoin d'un soutien pour bénéficier de l'égalité des chances et ainsi démontrer leur plein potentiel comme citoyens qui apportent leur contribution. Il faut aussi diminuer les obstacles physiques et comportementaux. Le soutien est simplement un moyen d'améliorer les capacités et le potentiel. L'important rapport gouvernemental fédéral-provincial *À l'unisson* publié en 1998 engage nos gouvernements supérieurs à collaborer à la prise de mesures pour s'assurer que les soutiens sont disponibles, transférables et abordables. De tels soutiens comprennent, entre autres, les soutiens personnels, les soutiens à l'éducation et à l'emploi, ainsi que les soutiens du revenu.

L'égalité vs l'équité



Égalité = Similitude

Donner la même chose à chacun

Cela fonctionne seulement si chacun commence à partir du même point.



Équité = Justice

Accès aux mêmes possibilités

Nous devons d'abord assurer l'équité avant de pouvoir jouir de l'égalité.

Autonomisation et autodétermination

Les personnes handicapées ont besoin des moyens pour maximiser leur autonomie et améliorer leur bien-être. Les personnes doivent être maîtres de leur vie; les mécanismes de

soutien doivent reconnaître et encourager la liberté de choix de chacun. Les systèmes de soutien doivent permettre à chacun de faire un choix parmi une diversité d'options pour vivre et travailler dans la collectivité. L'autonomie et la vie autonome sont des objectifs implicites.

« Rien sur nous sans nous! »

Les personnes et leur famille doivent être des partenaires à part entière dans l'élaboration des politiques qui les touchent. La consultation des consommateurs doit aller de soi.

Droits et responsabilités

Les personnes handicapées ont les mêmes droits et les mêmes responsabilités que les autres Canadiens. Une telle liberté comprend aussi les incidences et les conséquences de la prise de risque; une incapacité ne libère pas une personne de la responsabilité à l'égard de sa vie et de ses actions.

Le droit à un niveau de vie adéquat

Les personnes handicapées font souvent face à plus de problèmes et ont plus de difficulté à répondre à leurs besoins de survie de base. Un soutien spécial pourrait être nécessaire pour répondre aux besoins essentiels en sécurité et en protection. Un soutien du revenu pourrait être nécessaire pour s'assurer que la vie comprend le bien-être, le confort et la dignité.

Exemples des groupes de personnes handicapées aux prises avec des problèmes particuliers

Culture des personnes sourdes

La culture des personnes sourdes est le cœur de la communauté de personnes sourdes partout dans le monde. La langue et la culture sont inséparables. Elles sont imbriquées et transmises par des générations de personnes sourdes. La communauté des personnes sourdes est formée de personnes culturellement sourdes au cœur de la collectivité qui utilisent un langage des signes (p. ex. l'American Sign Language ou la langue des signes québécois) et apprécient leur patrimoine, leur histoire, leur littérature et leur culture. La langue des signes est essentielle au développement intellectuel, social, linguistique et affectif de toute personne, tout enfant ou tout adulte sourd qui pour vraiment intérioriser la culture, doivent cependant avoir la culture qui est intégrée dans la langue. La culture est constituée de la langue, des valeurs, des traditions, des normes et de l'identité (Padden, 1980). Les valeurs dans la communauté des personnes sourdes comprennent l'importance d'une communication claire pour tous sur le plan de l'expression et de la compréhension. Les normes désignent les règles de comportement dans la communauté des personnes sourdes. Pour les personnes sourdes, cela consiste à attirer l'attention d'une personne de façon appropriée, à utiliser un contact visuel direct et à savoir quand tapoter sur l'épaule de quelqu'un. Les normes de comportement causent souvent des conflits interculturels entre les

personnes sourdes et les personnes entendantes lorsque les personnes ignorent comment leurs normes pourraient influencer sur les interactions et les perceptions des intentions de chacune. Lorsqu'on essaie de communiquer à partir de différentes perspectives culturelles, cela peut être difficile de s'entendre sur le même sens. La culture des personnes sourdes est un mode de vie, une vie autonome, y compris la capacité de prendre des décisions, d'être libre d'aller où l'on veut, d'être libre d'aller visiter des amis qui partagent les mêmes idéaux. Lorsqu'elles sont actives dans la communauté des personnes sourdes, elles finissent par devenir des membres qui contribuent à la société des personnes sourdes et des personnes entendantes. Cela rend leur vie épanouie et enrichissante (Services aux Sourds et Malentendants du Nouveau-Brunswick).

Personnes handicapées autochtones

Le taux d'incapacité chez les Autochtones à l'échelle nationale dépasse d'environ 50 % celui des personnes non autochtones.

Ce taux d'incapacité supérieur amplifie les problèmes de la pauvreté, de l'emploi, de la santé, du logement ainsi que d'inclusion économique et sociale auxquels font face les Autochtones et les collectivités des Premières Nations.

Le rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada comptait 94 appels à l'action. Les appels à l'action exhortaient les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les éducateurs et le public à prendre des mesures sérieuses en vue de la réconciliation avec les Autochtones, en renouvelant les relations basées sur la compréhension et le respect mutuels.

En partenariat, nous devons créer un processus pour mieux sensibiliser et créer des possibilités pour les personnes handicapées autochtones de contribuer pleinement à leurs propres droits économiques, sociaux et humains.

L'autisme

L'autisme prend un sens différent pour bien des gens. Le terme est souvent utilisé comme forme abrégée de « trouble du spectre de l'autisme » (TSA), le terme utilisé dans la 5^e édition du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM-5). Les TSA désignent un état neurodéveloppemental qui influe sur le mode de communication d'une personne avec les autres et le monde tout au long de sa vie. Ils sont caractérisés par les différences dans la communication sociale et l'interaction sociale, ainsi que par les comportements restrictifs et répétitifs. Ils peuvent influencer sur le comportement, les aptitudes sociales, la compréhension de la communication non verbale, les processus de pensée dans la consommation et/ou la distribution d'information, la capacité à se prendre en charge, ainsi que le traitement et la perception de l'information sensorielle.

L'emploi du terme « spectre » montre que, même toutes les personnes autistes connaîtront certaines différences caractéristiques du diagnostic, la mesure dans laquelle chacune sur le spectre vit de telles différences durant sa vie varie en intensité et en fréquence. Comme tous les autres, chaque personne autiste est différente et a des forces et des défis qui lui sont propres.

Autism Connections Fredericton

Objectifs Généraux

- S'assurer que les personnes ayant différents types d'incapacités ont un accès équitable aux services nécessaires.
- Promouvoir la sensibilisation aux droits fondamentaux de la personne pour les personnes handicapées, et les faire respecter, d'une manière opportune et efficiente.
- Veiller à ce que les fournisseurs de services soient tenus responsables de l'assurance de la qualité et de la prestation équitable de tous les programmes et services destinés aux personnes handicapées.

Accessibilité et conception sans obstacles/universelle

L'accessibilité décrit souvent la mesure dans laquelle un appareil ou un service est accessible par autant de personnes que possibles. L'accessibilité est le plus souvent étroitement associée à la conception universelle, processus qui consiste à créer des places et des lieux qui sont utilisables par les personnes ayant la plus large gamme que possible de capacités, évoluant dans le plus grand éventail possible de situations, qu'une personne ait une incapacité ou non.

L'accessibilité comprend aussi un accent sur les personnes handicapées et leur droit humain d'atteindre leur plein potentiel comme citoyens et membres de leur milieu. Plusieurs définitions d'accessibilité font directement référence aux droits de la personne basés sur l'accès, aux lois et aux règlements qui permettent aux personnes handicapées d'accéder à l'information et aux services qui minimisent tous les obstacles auxquels elles font face. Cela comprend, notamment, les obstacles physiques, politiques, sociaux et économiques. Dans de nombreux pays, cela a mené à des initiatives, des lois et des règlements visant à atteindre de tels objectifs.

Pauvreté

Le taux de pauvreté parmi les personnes handicapées a par le passé été bien plus élevé comparativement à celui de la population générale. De même comparativement aux personnes non handicapées, les personnes handicapées ont besoin de plus de soutien, d'équipement et de programmes pour atteindre leur plein potentiel en tant que citoyens. Ces

exigences coûtent de l'argent auquel de nombreuses personnes handicapées n'ont tout simplement pas accès.

Le taux d'incapacité augmente à mesure que la population vieillit. À cause du vieillissement de la population provinciale, chaque personne sera handicapée ou aura un potentiel élevé de l'être et la plupart vivront probablement dans la pauvreté à un moment donné de leur vie.

D'un point de vue des politiques et des programmes, il est préférable de voir l'incapacité et la pauvreté comme un enjeu démographique plutôt que tout simplement la situation d'un groupe désigné de personnes.

À cause du taux d'incapacité élevé et croissant au Nouveau-Brunswick, pour réussir, une stratégie de réduction de la pauvreté doit être très axée sur les personnes handicapées.

Soutiens aux personnes handicapées

Les soutiens aux personnes handicapées répondent aux besoins en services d'aide personnelle dans les activités de la vie quotidienne pour faciliter le développement personnel des personnes handicapées, ainsi que leur participation et inclusion dans leur milieu. Ces soutiens doivent être personnalisés, souples et adaptés aux besoins de la personne afin d'être efficaces et de donner les résultats souhaités. Les personnes handicapées concernées et/ou leurs soignants doivent être activement engagés dans l'élaboration, la négociation et l'orientation de leurs propres soutiens personnalisés et souples.

Comme les personnes ont différentes incapacités, il pourrait être nécessaire d'avoir différents types ou niveaux de soutien aux personnes handicapées qui doivent être adaptés à la personne. Des familles auront les moyens financiers nécessaires pour régler les coûts de leurs propres soutiens aux personnes handicapées ou auront accès à une assurance pour compenser de tels coûts. Toutefois, de nombreuses personnes handicapées auront besoin d'une aide auprès des ressources publiques et communautaires. Cette aide pour les soutiens aux personnes handicapées peut les doter des outils dont elles ont besoin pour fonctionner en toute autonomie et dignité, pour être capables de participer pleinement dans leur milieu. Il sera très important d'évaluer soigneusement les besoins de chaque personne à partir de sa rétroaction et de ses objectifs personnels pour concevoir le mieux possible une série de soutiens qui atteignent leurs objectifs d'une manière qui est viable et équitable pour toutes les personnes concernées.

Éducation

Pour réussir aujourd'hui, chaque citoyen a besoin de bonnes compétences en littératie et en numératie ainsi que d'une éducation appropriée pour l'aider à se préparer à interagir avec succès avec ses pairs sociaux et à atteindre ses objectifs d'autonomie.

Dans le cas des personnes ayant différentes incapacités, il est essentiel d'avoir un accès complet et total à tous les niveaux d'éducation afin de compenser tout obstacle créé par leurs incapacités. Il est tout aussi important que les personnes handicapées aient un accès complet à toutes les formes d'éducation postsecondaire qui sont offertes dans la province et ailleurs. Nous devons nous assurer que les enseignants et les autres membres du personnel de soutien reçoivent une formation et une préparation appropriées pour appuyer les exigences nécessaires afin d'assurer une bonne éducation à tous les élèves et les étudiants handicapés. Nous voulons aussi que les installations et les programmes soient conçus et construits afin d'être sans obstacles pour les élèves, les étudiants, le personnel et les visiteurs ayant différentes incapacités.

L'éducation ouvre des portes. Les personnes handicapées peuvent s'épanouir et réussir lorsqu'elles reçoivent l'éducation de qualité à laquelle elles ont droit.

Logement

Avoir un logement sécuritaire, adéquat et abordable est l'une des choses que la plupart des citoyens tiendraient pour acquis comme un besoin fondamental de la vie. Toutefois, pour les personnes ayant certaines incapacités, un accès libre d'obstacles est un facteur déterminant de l'endroit où elles peuvent et ne peuvent pas vivre. Cet obstacle limite souvent leurs choix possibles de résidences, d'après l'abordabilité et l'accessibilité. Les nouveaux projets d'aménagement qui comprennent plus d'options sans obstacles qui sont souvent hors de la portée de la majorité des consommateurs ayant des incapacités à cause de leur revenu fixe. Le nombre actuel d'options de logement public à but non lucratif est inadéquat pour répondre à la vaste demande de la part des consommateurs et des familles à faible revenu dans la province.

Les logements abordables et accessibles doivent être établis dans des zones adjacentes aux écoles, aux magasins, aux services médicaux, aux banques, aux possibilités récréatives et aux autres programmes communautaires. L'emplacement défini du logement est essentiel pour empêcher que le manque de transport abordable et accessible ne devienne une barrière à la participation dans le milieu. Des personnes handicapées auront aussi besoin d'accéder aux services de soutien, comme les aides familiales et les préposés aux soins auxiliaires, pour être capables de mener une vie autonome dans le logement de leur choix dans le milieu.

Emploi

Les personnes handicapées peuvent faire de bons employés et elles doivent être employées de la même manière que toutes les autres personnes qui essaient d'entrer sur le marché du travail. Toutefois, elles ont toujours eu bien plus de difficulté à trouver un emploi et à le conserver.

Un emploi est souvent nécessaire afin qu'une personne, avec ou sans incapacité, ait les ressources pour participer pleinement dans sa société. Même dans un tel cas, les taux d'activité et les taux d'emploi des personnes handicapées sont bien trop faibles au Nouveau-Brunswick.

Lorsque le gouvernement examine les politiques liées à l'emploi, ces enjeux devraient être approfondis :

- définir les futurs besoins en emploi dans la province;
- travailler avec les employeurs pour déterminer les sortes de mesures d'adaptation qui peuvent être prises (p. ex. heures souples, partage d'emplois, coaching en emploi, mentorats, soutien par les pairs);
- augmenter les possibilités pour les jeunes (p. ex. programmes d'été, stages coop);
- établir l'accessibilité physique du lieu de travail.

Un effort constant devrait être déployé pour mieux sensibiliser les employeurs au sujet de la précieuse contribution que les personnes handicapées peuvent apporter au marché du travail (p. ex. l'embauche d'une personne handicapée n'est pas un fardeau).

Transport

Le transport fournit le lien vital aux personnes handicapées pour accéder à l'emploi, à l'éducation, aux soins de santé et à la vie communautaire. Les services de transport leur permettent aussi de mener une vie autonome dans leur milieu.

Faute de transport adéquat, l'inclusion totale des personnes handicapées dans la vie communautaire est impossible. Même dans un tel cas, au Nouveau-Brunswick, les services de transport sont très souvent non accessibles aux personnes handicapées.

Nous devons délibérément prendre les mesures nécessaires pour augmenter et améliorer l'accès aux options cohérentes, abordables et accessibles en matière de transport pour les personnes handicapées au Nouveau-Brunswick.

Loisirs et mieux-être

Les personnes handicapées ont besoin d'avoir régulièrement accès aux possibilités de loisirs et de vie active pour maintenir leur bien-être physique et mental, car un tel accès s'est révélé avantageux pour tous les citoyens. En raison de la nature et du niveau de leur incapacité, certaines personnes handicapées peuvent avoir besoin de programmes adaptés ou d'équipement spécial pour participer à de telles activités. Toutefois, si l'incapacité le permet, des personnes peuvent participer aux mêmes programmes et activités récréatives auxquels prennent plaisir les personnes non handicapées. Malheureusement, il y a des obstacles. À ce jour, il reste encore de nombreuses installations récréatives qui ont été construites sans tenir suffisamment compte des besoins des participants et des spectateurs ayant différentes incapacités. L'autre réalité pour de nombreuses personnes handicapées est la suivante : elles ont un revenu limité et n'ont pas les moyens de payer les frais de transport, ainsi que les droits de participation et d'entrée, l'équipement requis, etc., pour participer aux nombreuses expériences typiques de loisirs et de vie active.

Nous aimerions féliciter les installations et les programmes à travers la province qui ont déployé des efforts fondamentaux pour augmenter le nombre de personnes handicapées qui participent à leurs services et leurs programmes en les rendant sans obstacles et en offrant un soutien au besoin à tout participant handicapé.

Mesures de l'imputabilité et des résultats

Chaque partenaire participant à la conception et à la prestation de soutiens aux citoyens handicapés devrait avoir un processus pour déterminer s'il réalise des progrès. Ces idées sont seulement les premières étapes afin de commencer à rendre notre système plus imputable aux citoyens handicapés. Plus d'efforts sont requis pour concevoir un moyen équitable et raisonnable de réaliser l'inclusion même de tous les citoyens.

- 1) Le Conseil recommande que tous les ministères et les organismes incluent une section précise dans leur rapport annuel qui décrit les incidences des services qu'ils ont fournis aux personnes handicapées au cours de la dernière année.**
- 2) Le nouveau comité du Plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées présentera un rapport d'étape public annuel sur les progrès réalisés durant l'année en question.**
- 3) Le Conseil essaiera d'assurer que des données sont recueillies et font l'objet d'un rapport sur les mesures des résultats systémiques qui suivent :**

- une comparaison des taux **d'activité** des personnes handicapées et non handicapées (taux d'emploi, taux de chômage, pourcentage occupant un emploi à temps plein/à temps partiel, pourcentage des travailleurs autonomes, etc.);
- une comparaison des **niveaux de scolarité** atteints par les personnes handicapées et non handicapées;
- le pourcentage des jeunes handicapés qui sont employés ou fréquentent un établissement postsecondaire dans les 12 mois de l'obtention du diplôme d'études secondaires;
- le pourcentage des élèves et des étudiants ayant besoin **de soutiens à l'éducation pour les personnes handicapées**;
- le niveau de participation des personnes handicapées et de leurs défenseurs aux **processus de politiques publiques**;
- le pourcentage des personnes handicapées qui se font offrir des possibilités de participer aux **loisirs, aux arts, à la culture** et à la **vie active** dans leur milieu;
- le pourcentage des personnes ayant besoin d'un **transport spécial ou accessible** qui sont satisfaites des options en matière de transport dans leur milieu;
- le nombre de nouveaux clients handicapés ayant besoin d'un **logement adéquat, abordable et accessible** qui ont réussi à obtenir un tel logement au cours de la dernière année;
- le pourcentage des personnes ayant besoin d'un **soutien financier** qui sont satisfaites et capables de vivre dans la dignité;
- le pourcentage des personnes satisfaites du **soutien aux soins de santé** (y compris la santé mentale) auxquels elles ont accès et/ou qu'elles reçoivent;
- le pourcentage des personnes handicapées qui ont besoin de **soins à domicile ou auxiliaires** qui sont satisfaites du soutien qu'elles reçoivent;
- le pourcentage des personnes ayant besoin d'**aides techniques, d'appareils ou d'équipement spécial** qui pensent avoir pu accéder aux soutiens appropriés aux personnes handicapées;
- la collecte des données sur les programmes et des mesures des résultats des clients devrait être un volet automatique de tous les services à l'intention des personnes

handicapées.

Acronymes	
BCE	Bureau du conseil exécutif
CDPNB	Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick
CPM	Cabinet du premier ministre
CPMPH	Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées
CSNB	Conseil de la santé du Nouveau-Brunswick
CT	Conseil du Trésor
DEF	Direction de l'égalité des femmes
EPFT	Ministère d'Éducation post-secondaire, formation et travail
FIN	Ministère de Finance
JCPG	Justice et Cabinet du procureur général
MAA	Ministère des affaires autochtones
MDS	Ministère du Développement Social
MS	Ministère de la Santé
MTI	Ministère des Transports and Infrastructure
SIES	La Société de l'inclusion économique et sociale
TPC	Ministère du Tourisme, Patrimoine et Culture
VGNB	Vérificateur Général du Nouveau-Brunswick

Sommaire des recommandations

Recommandation		Responsabilité
1	<p>Il est conseillé de créer d'ici novembre 2020 un comité interministériel spécial ayant le mandat de travailler en collaboration pour faire part de renseignements et de mesures visant l'examen et la mise en œuvre du présent plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées. Chaque ministère/organisme gouvernemental nommera l'un de ses cadres supérieurs comme membre du comité pour un mandat de 18 mois. Il est prévu que le comité se réunisse tous les trimestres. Des intervenants de l'extérieur pourraient être invités à assister aux réunions selon les besoins pour participer aux discussions concernant la mise en œuvre du plan ou pour livrer des comptes rendus.</p>	CPM BCE CPMPH

Recommandation		Responsabilité
2	Il est conseillé que GNB adopte d'ici 2021 une optique d'analyse des politiques en fonction des besoins des personnes handicapées comme outil pouvant lui être utile au cours de l'élaboration ou du réexamen des programmes et des politiques gouvernementaux.	CPM BCE CPMPH
3	Il est conseillé que, d'ici 2022, le GNB établi et adopte une série de mesures des points repères et des indicateurs afin de mesurer les résultats pour les personnes handicapées et de guider les prises de décisions.	CPMPH EPFT CDPNB MDS
4	Une <i>Loi sur l'accessibilité</i> pour le Nouveau-Brunswick devrait être en vigueur d'ici la fin de 2021.	CPM BCE CPMPH
5	Il est conseillé que le ministère du Développement social retirera les personnes handicapées des catégories et des politiques courantes d'aide sociale pour créer un programme entièrement séparé de prestations pour les personnes handicapées d'ici 2022.	MDS
6	Le GNB à élaborer d'ici 2023 une stratégie lui permettant de mieux évaluer, recommander, recycler et financer la technologie d'assistance.	MDS EDPE EPFT
7	Le GNB devrait élaborer et mettre en branle une stratégie provinciale pour attirer et conserver des travailleurs des services de soutien à domicile prévoyant une rémunération procurant un niveau de vie adéquat d'ici la fin de 2022.	EPFT MDS DEF MS

	Recommandation	Responsabilité
8	<p>Il est conseillé que le ministère du Développement social met à jour la liste de matériel fourni en vertu du programme des services médicaux afin d'inclure les articles qui suivent d'ici 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les articles utiles aux personnes qui ont perdu la vue; b) les articles de technologie d'assistance et de communication; c) les articles pour les personnes ayant perdu l'ouïe et les implants cochléaires. 	MDS
9	<p>Il est conseillé de veiller à ce que tous les traitements pharmacologiques approuvés par Santé Canada figurent parmi les traitements de première ligne du formulaire provincial des Régimes de médicaments du Nouveau-Brunswick d'ici avril 2021, pour inclure ceux avec de la dystrophie musculaire et de la sclérose en plaques. Une intervention hâtive réduit la progression de la maladie et l'incapacité.</p>	MS
10	<p>Le GNB devrait élaborer d'ici 2025 un plan visant une sensibilisation accrue à la nécessité de disposer d'un accès à des interprètes au sein des secteurs des soins de santé, de la justice, etc., où les usagers sourds pourraient avoir accès à un service essentiel.</p>	MS DCPG VGNB MDS
11	<p>Le GNB devrait élargir le modèle de prestation des services intégrés utilisé pour servir les enfants et les jeunes, et il adoptera d'ici 2022 un modèle similaire afin d'assurer un accès et une prestation rapide des services aux adultes handicapés, en particulier à ceux ayant des besoins plus complexes.</p>	MS MDS MSP
12	<p>Le GNB devrait élaborer et adopter d'ici 2021 pour le secteur de l'éducation des jeunes enfants et des services de garde d'enfants une politique d'inclusion et des programmes pertinents soutenant l'intégration complète des enfants handicapés au sein des programmes d'éducation des jeunes enfants et procurant aux parents un accès égal aux services de garde d'enfants partout au Nouveau-Brunswick.</p>	EDPE

Recommandation		Responsabilité
13	Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance va regarder à développer d'ici le 31 mars 2021, conjointement avec les parties prenantes, des lignes directrices claires exigeant une évaluation psychopédagogique afin d'accroître l'accessibilité et de permettre aux enfants nécessitant l'évaluation de l'obtenir en moins de six semaines.	EDPE EPFT MDS MS
14	Il est conseillé que le MEDPE se dotera d'ici 2023 d'une stratégie pour coordonner les services de prévention de la maladie mentale chez les enfants et les jeunes, et pour aborder les difficultés en matière de santé mentale qu'éprouvent les enfants et les jeunes.	EDPE MS
15	Il est conseillé que le MEDPE se dotera d'ici la fin de 2020, en œuvrant en collaboration avec les districts scolaires et des partenaires communautaires, de stratégies et de ressources assurant une compréhension et une mise en œuvre claires et uniformes de la politique 322 dans les écoles publiques du Nouveau-Brunswick.	EDPE
16	Il est conseillé que le GNB élabore, adopte et met en application d'ici 2022 une politique provinciale sur la transition des jeunes handicapés, des secteurs francophones et anglophones, à partir du secondaire.	EDPE EPFT
17	Le GNB à définir et éliminer d'ici 2023 les obstacles à l'accès à l'éducation postsecondaire.	EPFT
18	Il est conseillé que le MEDPE examine d'ici 2021 la mise en application d'un volet culturel et linguistique dans le plan de transition d'intervention auprès des jeunes enfants pour les élèves sourds de la maternelle à la 12 ^e année.	EDPE

Recommandation		Responsabilité
19	Le GNB à élaborer et mettre en œuvre d'ici décembre 2021 une stratégie visant expressément à améliorer l'accès aux services de santé mentale des personnes ayant des difficultés en matière de santé mentale (notamment les personnes ayant une incapacité coexistante).	MS MDS
20	Le GNB à créer d'ici 2023 un comité provincial chargé d'élaborer un plan à long terme pour assurer la fourniture rapide de mesures de soutien des services de santé mentale et de traitement des dépendances aux personnes ayant une maladie mentale. Le comité se penchera en outre sur les problèmes entourant la santé mentale et la loi.	JCPG MS
21	Il est conseillé que le ministère du Développement social accroît d'ici 2021 le nombre d'options de logement avec services de soutien pour personnes handicapées, notamment en augmentant la quantité d'options de mesures de logement abordable et accessible d'ici 2023.	MDS
22	Il est conseillé que le ministère du Développement social crée d'ici 2021 un document d'appui sous plusieurs formes en vue de clarifier le processus d'accès à l'aide au logement du gouvernement, notamment en précisant les exigences d'admissibilité et en fournissant des détails sur le processus.	MDS
23	Le ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture à élaborer d'ici 2021 un nouveau plan en matière de sports et de loisirs pour le Nouveau-Brunswick.	TPC
24	Conseillé que le GNB collabore avec les parties prenantes de la communauté handicapée pour examiner la stratégie pancanadienne sur l'invalidité et le travail pour évaluer son potentiel pour son adoption comme cadre stratégique pour	EPFT CPMPH

	promouvoir l'emploi des personnes handicapées au Nouveau-Brunswick.	
--	---	--

Recommandation		Responsabilité
25	Le GNB continuera à soutenir le réseau des services d'aide à l'emploi (SAE).	EPFT
26	Le ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail à coordonner avec divers intervenants d'ici 2022 la conception et la mise en place d'un modèle de prestation des services améliorés et de mesures de soutien de l'emploi plus flexibles pour favoriser l'intégration et la conservation au sein du marché du travail des personnes handicapées.	EPFT
27	Le GNB réexaminera et améliorera le Programme d'égalité d'accès à l'emploi en éliminant les obstacles à l'emploi et en offrant plus de possibilités et de promotions aux personnes handicapées, afin d'accroître leur participation au sein de la fonction publique. Il est également crucial que le GNB devienne l'employeur modèle d'ici 2021.	CT
28	Modifier d'ici la fin de 2020 la <i>Loi sur les normes d'emploi</i> afin d'interdire l'attribution d'allocations en dessous du minimum salarial aux personnes handicapées (et à d'autres), sauf dans des circonstances très limitées liées à des programmes de formation professionnelle de courte durée.	EPFT
29	Assurer d'ici 2021 une sensibilisation continue du public au moyen de campagnes médiatiques et autres aux capacités des personnes handicapées de travailler et les besoins au sein du marché du travail des employeurs du Nouveau-Brunswick.	EPFT CPMPH
30	Établir d'ici 2021 des programmes d'apprentissage expérientiel à l'intention des personnes handicapées avec support financier, par le truchement de modèles de stages rétribués. L'apprentissage expérientiel (AE) devrait chercher dans une certaine mesure à jumeler les personnes handicapées avec des employeurs éprouvant des difficultés à pouvoir des postes.	EPFT

31	Créer d'ici 2021 un comité de mise en place de mesures d'accès aux transports chargé de surveiller le suivi des recommandations figurant dans le plan de transport rural et urbain pour le Nouveau-Brunswick et dans le rapport Ensemble pour vaincre la pauvreté de 2020.	BCE SIES
Recommandation		Responsabilité
32	Le GNB dirigera d'ici 2020 un projet visant à déterminer la meilleure façon d'utiliser les innovations actuelles et à venir au sein des transports personnels afin de mieux aider les personnes handicapées à vivre, travailler et élever une famille au Nouveau-Brunswick.	MTI SIES
33	Le GNB à modifier la <i>Loi sur les véhicules à moteur</i> afin de permettre aux municipalités d'imposer une amende de 172,50 \$ pour l'utilisation abusive des places de stationnement accessibles.	MSP
34	Le GNB devrait maintenir en place le Programme de véhicules adaptés du Nouveau-Brunswick et s'assurera que des fonds adéquats y sont affectés.	MTI
35	Le GNB à collaborer avec les collectivités et des intervenants autochtones pour corriger les problèmes particuliers entourant l'accès aux services des Autochtones handicapés, peu importe où ils demeurent dans la province d'ici 2023.	MAA
36	Le ministère du Développement social devrait créer un groupe de travail comprenant des membres de la communauté sourde et d'organismes concernés afin d'élaborer une stratégie de communication et de sensibilisation d'ici 2021.	MDS
37	Le site Web du GNB devrait être plus accessible, non seulement du point de vue de la technologie, mais également du langage utilisé et de la facilité de navigation. Le gouvernement provincial explorera d'ici 2023 des façons plus accessibles de communiquer avec ses citoyens.	SNB

38	Le ministère du Développement social devrait aider activement les personnes handicapées à ouvrir un régime enregistré d'épargne-invalidité si elles sont admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées.	MDS FIN CPMPH
----	--	---------------------

Recommandation		Responsabilité
39	Le GNB à créer d'ici la fin de 2020 un comité interministériel spécial chargé de surveiller et d'appliquer une stratégie provinciale relative à l'autisme pour les adultes autistiques et il formulera des recommandations de changements continues. Le comité sera composé d'intervenants du domaine de l'autisme et des ministères concernés.	MDS MS
40	Le GNB examinera le modèle de financement existant afin de faciliter la prestation de services et de programmes améliorés en matière d'autisme d'ici 2021.	MDS MS
41	Il faudrait rappeler à l'ensemble du personnel du gouvernement du Nouveau-Brunswick quelles sont les ressources d'information pour les personnes handicapées accessibles auprès du Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées au moyen de divers répertoires des services en ligne. Cela aiderait les ministères à diriger les clients handicapés vers d'autres ressources, en plus des programmes du gouvernement provincial.	MDS MS EDPE EPFT TPC MTI SIES CPMPH
42	Le GNB à consulter sur la création d'une loi relative aux animaux d'assistance au Nouveau-Brunswick fournissant l'accès aux lieux publics aux personnes handicapées utilisant des animaux d'assistance en raison d'une incapacité.	BCE CPMPH EPFT CPNB
43	Le GNB consultera la communauté des personnes handicapées pour s'assurer que les soutiens appropriés sont en place lors de situations urgentes ou qui ont rapport à la sécurité.	CPM MSP MDS

RECOMMANDATIONS

Veillez noter que les recommandations qui suivent ne sont pas citées dans un ordre de priorité. Elles ne constituent pas non plus une liste finale de toutes les mesures qui s'offrent au gouvernement provincial.

Même si les ministères responsables sont précisés, il est présumé que les autres ministères, organismes gouvernementaux et organismes communautaires offrant des services aux personnes handicapées et concernés par les enjeux pertinents participeront à l'établissement de solutions efficaces à ces égards.

Citoyenneté à part entière

Objectifs

Faire en sorte que toutes les communautés du Nouveau-Brunswick soient des lieux inclusifs pour les personnes handicapées.

Sensibiliser le grand public à la vision et aux principes de la citoyenneté à part entière de tous et lui faire comprendre le potentiel et les capacités des citoyens handicapés.

Faire participer les usagers à tous les aspects de la planification et de la prestation des services et des installations publics.

- 1. Il est conseillé de créer d'ici novembre 2020 un comité interministériel spécial ayant le mandat de travailler en collaboration pour faire part de renseignements et de mesures visant l'examen et la mise en œuvre du présent plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées. Chaque ministère/organisme gouvernemental nommera l'un de ses cadres supérieurs comme membre du comité pour un mandat de 18 mois. Il est prévu que le comité se réunisse tous les trimestres. Des intervenants de l'extérieur pourraient être invités à assister aux réunions selon les besoins pour participer aux discussions concernant la mise en œuvre du plan ou pour livrer des comptes rendus.**

**Responsabilité : Cabinet du premier ministre
Bureau du Conseil exécutif
Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées**

2. Il est conseillé que GNB adopte d'ici 2021 une optique d'analyse des politiques en fonction des besoins des personnes handicapées comme outil pouvant lui être utile au cours de l'élaboration ou du réexamen des programmes et des politiques gouvernementaux.

**Responsabilité : Cabinet du premier ministre
Bureau du Conseil exécutif
Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées**

Mesures

- Le GNB amorcera un processus de consultation pour créer une optique d'analyse efficace de la situation des personnes handicapées (septembre 2021).
- Le GNB se dotera d'une optique d'analyse tenant compte des besoins des personnes handicapées aux fins de la création, de l'examen et de la modification des lois, des politiques et des programmes provinciaux (novembre 2021).
- Le GNB entamera un processus d'éducation et de sensibilisation de la haute direction et du personnel d'élaboration des politiques dans le but d'utiliser l'optique d'analyse tenant compte des besoins des personnes handicapées (décembre 2021).
- Le GNB consultera le CPMPH et d'autres intervenants avant d'éliminer des programmes ou des services destinés aux personnes handicapées. Une consultation accrue de la communauté des personnes handicapées est nécessaire lors de l'élaboration de programmes plutôt que seulement après que les programmes sont déjà en place.

3. Il est conseillé que, d'ici 2022, le GNB établi et adopte une série de mesures des points repères et des indicateurs afin de mesurer les résultats pour les personnes handicapées et de guider les prises de décisions.

Mesures

- Le GNB collaborera avec divers intervenants pour établir des points repères et indicateurs initiaux dans des secteurs prioritaires clés, ainsi que les méthodes de collecte de données.

- Le GNB fera rapport des progrès réalisés par rapport aux indicateurs clés chaque année, à compter de 2023.

**Responsabilité : Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées
Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail
Conseil de la santé du Nouveau-Brunswick
Ministère du Développement social**

Accessibilité et élimination des obstacles

Objectifs

Améliorer les dispositions obligatoires de la législation et de la réglementation relatives au code provincial du bâtiment afin d'exiger la conformité à des normes minimales uniformes de conception universelle dans toutes les installations et édifices publics.

Accroître la sensibilisation à la démographie afin d'appuyer davantage les analyses de rentabilisation justifiant les dépenses liées aux rénovations ou aux nouvelles constructions visant à résoudre les problèmes d'accès universel.

- 4. Une *Loi sur l'accessibilité* pour le Nouveau-Brunswick devrait être en vigueur d'ici la fin de 2021.**

**Responsabilité : Cabinet du premier ministre
Bureau du Conseil exécutif
Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées**

Mesures

- Organiser des audiences publiques par l'intermédiaire du Comité de modification des lois de l'Assemblée législative pour entendre les témoins intéressés, et recevoir des mémoires des personnes handicapées et de leurs défenseurs, ainsi que d'autres intervenants concernés sur ce que devrait précisément renfermer une *Loi sur l'accessibilité* pour le Nouveau-Brunswick subséquente (août 2020).
- Créer un groupe de travail provincial comprenant des représentants du gouvernement, de la collectivité, des personnes handicapées et du secteur des affaires

afin qu'il effectue des recherches et élabore une *Loi sur l'accessibilité* pour la province. La *Loi* sera rédigée selon une perspective polyvalente et elle imposera des exigences en matière d'accessibilité par rapport à tous les types d'incapacités (septembre 2020).

- Assurer une participation active et continue du public et des principaux intervenants du Nouveau-Brunswick en matière d'accessibilité.
- Définir et utiliser des indicateurs clés des résultats pour mesurer l'incidence de la *Loi sur l'accessibilité* projetée.
- Produire des rapports publics réguliers sur la condition des personnes handicapées au N.-B.
- Définir les principes et objectifs pertinents de la *Loi projetée*, et établir un processus pour déterminer les futures normes d'accessibilité minimales de référence semblables à celles des autres provinces et territoires canadiens visant les biens et services, l'information et la communication, l'emploi, l'éducation, l'environnement bâti (édifices, droit de passage et espaces extérieurs), le transport en commun et l'infrastructure de transport requises.
- Inclure dans la loi projetée un plan quinquennal sur l'accessibilité qui sera renouvelable.
- Établir un échéancier pour atteindre l'objectif d'une province plus accessible en prévoyant un délai raisonnable à compter de la promulgation de la nouvelle *Loi sur l'accessibilité* pour atteindre les objectifs établis.
- Établir un processus continu de promotion des nouvelles normes d'accessibilité provinciales et de surveillance des résultats au moyen d'un mécanisme de conformité.
- Examiner les autres questions que pourraient mettre au jour les commentaires de la communauté des personnes handicapées lors des audiences publiques du Comité de modification des lois.
- Le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick devrait aller de l'avant avec la formation d'évaluateurs de l'accessibilité qui pourront aider les promoteurs, les constructeurs, les entrepreneurs, etc., à bénéficier de conseils cohérents sur les normes d'accessibilité à suivre dans les nouveaux projets de construction et de rénovation.

Pauvreté

Objectifs

Réduire le niveau général de pauvreté chez les personnes handicapées et leurs familles.

Créer un nouveau programme de soutien du revenu pour les personnes handicapées.

S'assurer que les personnes handicapées disposent d'un revenu suffisant pour combler leurs besoins de base et jouir d'un niveau de vie raisonnable dans la collectivité.

- 5. Il est conseillé que le ministère du Développement social retirera les personnes handicapées des catégories et des politiques courantes d'aide sociale pour créer un programme entièrement séparé de prestations pour les personnes handicapées d'ici 2022.**

Responsabilité : Ministère du Développement social

Mesures

- Créer un groupe de travail d'intervenants composé de défenseurs de la communauté et de fonctionnaires qui sera chargé de rédiger une proposition devant être soumise au gouvernement d'ici septembre 2021.
- Créer un programme distinct de soutien du revenu des personnes handicapées remplaçant le modèle de soutien du bien-être traditionnel par un modèle fondé sur le renforcement des capacités, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des contributions des personnes handicapées au sein de la société néo-brunswickoise (avril 2022). Le nouveau programme de soutien du revenu intégrera les mesures qui suivent :
 - l'incorporation de critères d'admissibilité moins restrictifs que les critères existants d'attribution de prestations complémentaires et reconnaissant les désavantages marqués que doivent surmonter les personnes handicapées pour assurer leur autonomie financière;
 - la création d'un nouveau processus de demande et d'admissibilité qui est juste et transparent et qui accorde un droit d'appel des décisions rendues par rapport à l'admissibilité;
 - l'amélioration des mesures incitant les gens à travailler en élargissant les dispositions de récupération salariale de manière à reconnaître la réalité actuelle de l'emploi des personnes handicapées (notamment leur emploi saisonnier et à temps partiel);
 - l'amélioration des mesures incitant les personnes à travailler en fournissant une protection continue au moyen de prestations de soins de santé aux personnes handicapées qui tirent un revenu d'un emploi de sorte qu'elles cessent de recevoir des prestations de revenu lorsqu'elles n'ont pas accès à un régime de soins médicaux parrainé par l'employeur;
 - la création au sein du nouveau programme de soutien du revenu des personnes handicapées de mesures incitant les personnes à explorer et tenter le travail à leur compte comme option de façon de toucher un revenu;

- le renforcement des mesures de soutien des familles pour leur permettre de maintenir leurs proches handicapés au sein du foyer familial, au lieu de l'utilisation de fonds publics accrus pour les placer dans des établissements de soins gérés par des tiers, et pour les encourager à le faire.

Mesures de soutien des personnes handicapées

Objectifs :

Améliorer l'accès aux mesures de soutien pour les personnes handicapées

Voir à ce que les consommateurs participent activement à l'élaboration et à la prestation des programmes de soutien aux personnes handicapées

S'assurer que le type d'invalidité, l'âge, le revenu personnel ou du ménage, ou le lieu d'habitation ne sont pas des obstacles à l'obtention des services de soutien dont les personnes handicapées ont besoin

Les supports et services doivent être basés sur les besoins individuels et non sur le diagnostique

- 6. Le GNB à élaborer d'ici 2023 une stratégie lui permettant de mieux évaluer, recommander, recycler et financer la technologie d'assistance.**

Responsabilité : Ministère du Développement social

Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance

Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail

Mesures

- Les ministères et les intervenants devraient créer un cadre, un plan de mise en œuvre, puis une stratégie de promotion du programme.
- Mener à bien un processus de consultation complète des professionnels et des intervenants sur la stratégie relative à la technologie d'assistance (décembre 2021).
- Simplifier le programme d'achat de technologie d'assistance à l'intention des clients handicapés afin de prioriser les recommandations des spécialistes en réadaptation qui sont des professionnels qualifiés et qui sont les personnes qui savent le mieux ce dont leurs clients ont besoin pour être les plus indépendants et autosuffisants possible, et

pour prévenir les coûts des soins de longue durée ou à tout le moins les réduire (avril 2022).

- Mettre à jour les listes du matériel admissible et les autres mesures éventuelles de soutien des personnes handicapées en fonction des nouvelles technologies et d'autres mécanismes de prestation qui, dans certains cas, pourraient être plus efficaces et moins dispendieux que ceux auparavant approuvés.
- Établir un processus efficace de considération de certains cas spéciaux où les articles ou traitements ne figurent pas sur la liste approuvée afin qu'ils soient considérés et approuvés rapidement au cas par cas (avril 2022).
- Déterminer les possibilités de financement des demandes d'appareils de communication de la part des personnes qui ne sont pas admissibles aux programmes de financement existants afin de donner suite à ces demandes (avril 2023).
- Simplifier le processus d'évaluation afin que le professionnel qui convient (ceux qui possèdent une formation dans ce domaine d'expertise) formule les recommandations.

7. Le GNB devrait élaborer et mettre en branle une stratégie provinciale pour attirer et conserver des travailleurs des services de soutien à domicile prévoyant une rémunération procurant un niveau de vie adéquat d'ici la fin de 2022.

**Responsabilité : Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail
Ministère du Développement social
Direction de l'égalité des femmes
Ministère de la Santé**

Mesures

- Établir un groupe de travail spécial composé de représentants du gouvernement et de la communauté afin qu'il soumette des recommandations au sujet d'une stratégie d'embauche et de conservation des travailleurs de soutien (septembre 2020).
- Réaliser et rendre public un examen interprovincial-territorial des stratégies employées dans les autres provinces et territoires pour l'embauche et la conservation des travailleurs de soutien (mars 2021).
- Mener des consultations pour recueillir des commentaires des principaux intervenants et préparer un rapport formulant des recommandations à soumettre au gouvernement (juin à décembre 2021).

8. Il est conseillé que le ministère du Développement social met à jour la liste de matériel fourni en vertu du programme des services médicaux afin d'inclure les articles qui suivent d'ici 2023 :

- a) les articles utiles aux personnes qui ont perdu la vue;
- b) les articles de technologie d'assistance et de communication;
- c) les articles pour les personnes ayant perdu l'ouïe et les implants cochléaires.

Responsabilité : Ministère du Développement social

Mesures

- Le ministère du Développement social élargira l'aide financière offerte pour répondre aux besoins des enfants d'âge préscolaire accusant une perte d'ouïe marquée afin de couvrir le coût des appareils auditifs. Il réexaminera de plus les restrictions de financement des implants cochléaires.
- La liste d'équipement doit inclure des appareils et accessoires fonctionnels de faible et de haute technologie, ainsi que des aides techniques pour les activités de la vie quotidienne conçues pour les personnes handicapées, telles que les personnes ayant une perte de la vision.
- Il examinera la possibilité de charger des professionnels et des experts de réexaminer périodiquement la liste de matériel.
- Qu'un cadre administratif soit élaboré en collaboration entre le ministère du Développement social et les organismes de services aux personnes handicapées utilisant des programmes d'appareils et d'accessoires fonctionnels à l'intention des personnes handicapées ailleurs qu'au Nouveau-Brunswick.
- Examiner les mesures de soutien actuelles visant les animaux d'assistance.

9. Il est conseillé de veiller à ce que tous les traitements pharmacologiques approuvés par Santé Canada figurent parmi les traitements de première ligne du formulaire provincial des Régimes de médicaments du Nouveau-Brunswick d'ici avril 2021, pour inclure ceux avec de la dystrophie musculaire et de la sclérose en plaques. Une intervention hâtive réduit la progression de la maladie et l'incapacité.

Responsabilité : Ministère de la Santé

10. Le GNB devrait élaborer d'ici 2025 un plan visant une sensibilisation accrue à la nécessité de disposer d'un accès à des interprètes au sein des secteurs des soins de santé, de la justice, etc., où les usagers sourds pourraient avoir accès à un service essentiel.

Responsabilité : Ministère de la Santé

**Ministère de la Justice et Cabinet du procureur général
Ministère du Développement social**

Mesure

- Le GNB consultera les intervenants et la communauté sourde pour élaborer un plan.

11. Le GNB devrait élargir le modèle de prestation des services intégrés utilisé pour servir les enfants et les jeunes, et il adoptera d'ici 2022 un modèle similaire afin d'assurer un accès et une prestation rapide des services aux adultes handicapés, en particulier à ceux ayant des besoins plus complexes.

**Responsabilité : Ministère de la Santé
Ministère du Développement social
Ministère de la Sécurité publique**

Mesures

- Réaliser des recherches sur les modèles intégrés afin d'aider les adultes ayant des besoins complexes (avril 2021).
- Créer un comité de conception du cadre du modèle composé de professionnels gouvernementaux et d'intervenants communautaires concernés (juin 2021).
- Créer un projet pilote pour faire l'essai du modèle dans une ou deux régions du Nouveau-Brunswick (avril 2022).
- Créer un processus d'évaluation (juin 2022).

Éducation

Objectifs

S'assurer que le système scolaire public continue d'évoluer afin que tous les élèves handicapés reçoivent l'appui dont ils ont besoin pour réaliser leur plein potentiel.

Veiller à ce que les réformes de l'éducation (politiques et programmes) cadrent avec la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies et soutiennent un modèle d'éducation inclusive au sein duquel les enfants et les jeunes handicapés apprennent dans des milieux d'apprentissage communs en compagnie de pairs de leur âge.

Accroître le nombre d'élèves handicapés qui poursuivent avec succès des études postsecondaires.

S'assurer que les enseignants et les autres membres du personnel du système d'éducation sont bien qualifiés et soutenus afin que tous les élèves puissent avoir accès à une éducation inclusive.

12. Le GNB devrait élaborer et adopter d'ici 2021 pour le secteur de l'éducation des jeunes enfants et des services de garde d'enfants une politique d'inclusion et des programmes pertinents soutenant l'intégration complète des enfants handicapés au sein des programmes d'éducation des jeunes enfants et procurant aux parents un accès égal aux services de garde d'enfants partout au Nouveau-Brunswick.

Responsabilité : Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance

Mesures

- Le MEDPE établira d'ici décembre 2020 une politique provinciale d'inclusion de l'éducation des jeunes enfants et des services de garde d'enfants (EJESGE).
- Le MEDPE lancera d'ici décembre 2021 une campagne d'éducation du secteur de l'EJESGE et des familles au sujet de la politique provinciale.

13. Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance va regarder à développer d'ici le 31 mars 2021, conjointement avec les parties prenantes, des lignes directrices claires exigeant une évaluation psychopédagogique afin d'accroître l'accessibilité et de permettre aux enfants nécessitant l'évaluation de l'obtenir en moins de six semaines.

**Responsabilité : Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance
Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail
Ministère du Développement social
Ministère de la Santé**

Mesure

- Des lignes directrices préciseront les conditions et les mesures nécessaires pour accélérer l'accès à un rapport d'évaluation scolaire et sociale d'un psychologue employé par le district scolaire ou embauché au sein du secteur privé au besoin pour la préparation de recommandations précises sur la façon d'aider fructueusement les élèves ayant des besoins marqués.

14. Il est conseillé que le MEDPE se dotera d'ici 2023 d'une stratégie pour coordonner les services de prévention de la maladie mentale chez les enfants et les jeunes, et

pour aborder les difficultés en matière de santé mentale qu'éprouvent les enfants et les jeunes.

**Responsabilité : Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance
Ministère de la Santé**

Mesures

- Créer un groupe de travail spécial chargé d'élaborer une stratégie sur l'éducation des jeunes enfants et les services de garde d'enfants de la maternelle à la 12^e année ainsi que de répondre aux besoins en matière de santé mentale des enfants et des jeunes (septembre 2020).
- Le groupe de travail examinera les autres stratégies déjà en place dans les autres provinces et territoires (il jettera, par exemple, un coup d'œil sur le Centre Bob Rumball pour les sourds en Ontario).
- Il élaborera une stratégie triennale d'ici mars 2023.

15. Il est conseillé que le MEDPE se dotera d'ici la fin de 2020, en œuvrant en collaboration avec les districts scolaires et des partenaires communautaires, de stratégies et de ressources assurant une compréhension et une mise en œuvre claires et uniformes de la politique 322 dans les écoles publiques du Nouveau-Brunswick.

Responsabilité : Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance

Mesures

- Le MEDPE collaborera avec les districts et des partenaires communautaires pour déterminer les aspects de la politique 322 à clarifier au sein des deux secteurs (novembre 2020).
- Le MEDPE créera un outil de mesure de la mise en application de la politique 322 (décembre 2020).

16. Il est conseillé que le GNB élabore, adopte et met en application d'ici 2022 une politique provinciale sur la transition des jeunes handicapés, des secteurs francophones et anglophones, à partir du secondaire.

**Responsabilité : Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance
Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail**

Mesure

- Le GNB consultera divers intervenants, dont des groupes de personnes handicapées, sur l'élaboration de la politique.

17. Le GNB à définir et éliminer d'ici 2023 les obstacles à l'accès à l'éducation postsecondaire.

Responsabilité : Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail

Mesures

- Établir un processus pour cerner les obstacles existants à l'accès à l'éducation postsecondaire et examiner l'efficacité des mesures prises ces dernières années pour éliminer ces obstacles (janvier 2022).
- Déterminer l'aide nécessaire pour compenser les coûts de l'éducation postsecondaire liés aux incapacités (octobre 2022).
- Formuler des recommandations pour que le régime de prêts aux étudiants offre des options de remboursement flexibles tenant compte des situations, des besoins et des niveaux de revenus individuels (décembre 2022 à février 2023).
- Le GNB consultera divers intervenants, dont les groupes de personnes handicapées, pour cerner les obstacles à l'accès à l'éducation postsecondaire.

18. Il est conseillé que le MEDPE examine d'ici 2021 la mise en application d'un volet culturel et linguistique dans le plan de transition d'intervention auprès des jeunes enfants pour les élèves sourds de la maternelle à la 12^e année.

Responsabilité : Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance

Mesure

- Le GNB consultera divers intervenants, dont la communauté sourde, pour donner suite à cette recommandation.

Santé mentale

19. Le GNB à élaborer et mettre en œuvre d'ici décembre 2021 une stratégie visant expressément à améliorer l'accès aux services de santé mentale des personnes ayant des difficultés en matière de santé mentale (notamment les personnes ayant une incapacité coexistante).

**Responsabilité : Ministère de la Santé
Ministère du Développement social**

Mesures

- Établir un groupe de travail gouvernemental/communautaire chargé d'élaborer la stratégie de détermination des normes, des exigences en matière de formation et des processus de mises en application, des exigences relatives à la mise en place d'une ressource possédant de l'expertise, des stratégies et processus d'amélioration des soins hospitaliers, ainsi que des recommandations en vue de l'établissement d'équipes interprofessionnelles de collaboration. Ces équipes doivent se pencher sur les besoins uniques en santé mentale des personnes ayant d'autres incapacités primaires (problèmes de santé mentale coexistants) (septembre 2020).
- Créer une nouvelle stratégie provinciale en matière de santé mentale. Celle-ci prévoirait des partenariats communautaires plus solides, un accès rapide aux services de santé mentale avant que la situation dégénère en une crise suicidaire, l'expansion du tribunal de la santé mentale, le travail en partenariat avec d'autres intervenants pour assurer une sensibilisation continue aux problèmes de santé mentale et à la façon de déceler les signes d'avertissement de la dépression et du suicide, ainsi qu'à celle d'accéder à des services (décembre 2021).

20. Le GNB à créer d'ici 2023 un comité provincial chargé d'élaborer un plan à long terme pour assurer la fourniture rapide de mesures de soutien des services de santé mentale et de traitement des dépendances aux personnes ayant une maladie mentale. Le comité se penchera en outre sur les problèmes entourant la santé mentale et la loi.

**Responsabilité : Ministère de la Justice et Cabinet du procureur général
Ministère de la Santé**

Mesure

- Le GNB consultera divers intervenants, dont des groupes de personnes handicapées, sur l'élaboration du plan.

Logement

Objectifs

Augmenter le nombre de logements abordables et accessibles dans la province.

Promouvoir les concepts des aménagements accessibles universels dans le cadre de tous les nouveaux projets d'habitation, y compris la rénovation du parc immobilier actuel lorsque dans la mesure du possible.

21. Il est conseillé que le ministère du Développement social accroît d'ici 2021 le nombre d'options de logement avec services de soutien pour personnes handicapées, notamment en augmentant la quantité d'options de mesures de logement abordable et accessible d'ici 2023.

Responsabilité : Ministère du Développement social

Mesures

- Il faut des subventions au logement plus mobiles et transférables. Les logements offerts ne devraient pas être limités à certains secteurs de la ville seulement.
- Encourager des options de logement accessibles auprès des promoteurs immobiliers afin d'accroître l'offre de logements accessibles de 10 % au cours des trois prochaines années.
- Investir dans des logements abordables et accessibles, et prioriser les suppléments au loyer transférables pertinents et le financement des modifications domiciliaires à l'intention des personnes handicapées.
- Ajouter 60 nouveaux bénéficiaires de suppléments au loyer transférables pour personnes handicapées au cours de chacune des trois années à venir.

Responsabilité : Ministère du Développement social

22. Il est conseillé que le ministère du Développement social crée d'ici 2021 un document d'appui sous plusieurs formes en vue de clarifier le processus d'accès à l'aide au logement du gouvernement, notamment en précisant les exigences d'admissibilité et en fournissant des détails sur le processus.

Responsabilité : Ministère du Développement social

Mesures

- Consulter divers intervenants communautaires sur les formes que doit avoir le document d'appui sur le logement pour les personnes handicapées (décembre 2020).
- Créer et rendre public le document d'appui sous plusieurs formes (juin 2021).

Loisirs et mieux-être

Objectifs

Accroître le nombre de personnes handicapées de tous types et de tous âges qui s'adonnent régulièrement à des activités saines de mieux-être et de loisir.

S'assurer que tous les programmes et installations de loisirs publics font ce qu'il faut pour inclure les personnes handicapées.

23. Le ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture à élaborer d'ici 2021 un nouveau plan en matière de sports et de loisirs pour le Nouveau-Brunswick.

Responsabilité : Ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture

Mesures

- Le GNB établira une démarche pour accroître le taux de personnes handicapées menant une vie active en améliorant l'accès aux activités de loisir et de sport inclusives.
- Le GNB consultera divers intervenants, dont des groupes de personnes handicapées, sur l'élaboration du plan.

Emploi

Objectifs :

Augmenter le taux d'emploi général des personnes handicapées.

Accroître la participation à un programme d'études postsecondaires ou de formation des personnes handicapées.

Améliorer les politiques et les mesures de soutien préalables à l'emploi et de soutien du revenu afin de favoriser et de faciliter activement l'accès à l'emploi des personnes handicapées.

Élaborer des stratégies d'engagement avec les employeurs pour accroître le recrutement et la rétention des personnes handicapées.

24. Conseillé que le GNB collabore avec les parties prenantes de la communauté handicapée pour examiner la stratégie pancanadienne sur l'invalidité et le travail pour évaluer son potentiel pour son adoption comme cadre stratégique pour promouvoir l'emploi des personnes handicapées au Nouveau-Brunswick.

**Responsabilité : Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées**

Mesure:

- **MEPFT et CPMPH à travailler avec les employeurs, fournisseurs de services, et parties prenantes de la communauté handicapée d'ici la fin de l'année 2021 pour compléter un examen et faire des recommandations sur la stratégie pancanadienne sur l'invalidité et le travail.**

25. Le GNB continuera à soutenir le réseau des services d'aide à l'emploi (SAE).

**Responsabilité : Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées**

Mesures

- Travail NB devrait appuyer les efforts et les activités du Réseau-SAE pour :
 - a) Partage du savoir et collaborer sur l'entraînement, donner accès au personnel du développement professionnel, supporter les opportunités du rassemblement pour l'apprentissage, échanges des meilleures pratiques et collaboration provincial pour la livraison de qualité continue des services d'emploi pour les personnes handicapées du Nouveau-Brunswick
 - b) Travailler avec les employeurs dans leurs communautés pour aider à éliminer les obstacles à l'emploi que font face les personnes handicapées

- Le Réseau-SAE devrait assister et partager des recommandations au MEPFT aux sujets d'explorer l'efficacité, la capacité et les opportunités dans la provision et la livraison des services pour les agences qui servent les personnes handicapées

26. Le ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail à coordonner avec divers intervenants d'ici 2022 la conception et la mise en place d'un modèle de prestation des services améliorés et de mesures de soutien de l'emploi plus flexibles pour favoriser l'intégration et la conservation au sein du marché du travail des personnes handicapées.

Responsabilité : Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail

Mesures

- Le MEPFT devrait consulter divers intervenants, dont des groupes de personnes handicapées, sur la mise sur pied du modèle. Il mettra au net le nouveau modèle de prestation des services en vue de sa mise en place d'ici décembre 2021.

27. Le GNB réexaminera et améliorera le Programme d'égalité d'accès à l'emploi en éliminant les obstacles à l'emploi et en offrant plus de possibilités et de promotions aux personnes handicapées, afin d'accroître leur participation au sein de la fonction publique. Il est également crucial que le GNB devienne l'employeur modèle d'ici 2021.

Responsabilité : Conseil du Trésor

Mesures

- Accroître le nombre de personnes handicapées travaillant au sein du GNB, principal employeur au Nouveau-Brunswick. Une telle mesure donnerait l'exemple aux autres employeurs afin qu'ils améliorent leur embauche et conservation des employés handicapés.
- Réexaminer les livrables du programme afin d'établir des objectifs correspondant à la proportion de la population du Nouveau-Brunswick handicapée.
- Faire la promotion du Programme EAE afin d'accroître le nombre de personnes handicapées travaillant au sein de ministères et d'organismes gouvernementaux en créant une prise de conscience et en offrant des séances de sensibilisation aux gestionnaires.
- Nous recommandons une augmentation de 10 % des placements d'une année à l'autre en vertu des programmes d'emploi comme le Programme EAE, les processus

d'embauche générale gouvernementaux et les contrats conclus avec des organismes communautaires. Nous encourageons l'établissement d'un régime dans le cadre duquel le placement d'une personne ayant une incapacité plus marquée pourrait donner lieu à des crédits supplémentaires dans les statistiques communiquées.

28. Modifier d'ici la fin de 2020 la *Loi sur les normes d'emploi* afin d'interdire l'attribution d'allocations en dessous du minimum salarial aux personnes handicapées (et à d'autres), sauf dans des circonstances très limitées liées à des programmes de formation professionnelle de courte durée.

Responsabilité : Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail

Mesure

- Le MEPFT à consulter divers intervenants, dont des groupes de personnes handicapées, sur l'élaboration de la modification.

29. Assurer d'ici 2021 une sensibilisation continue du public au moyen de campagnes médiatiques et autres aux capacités des personnes handicapées de travailler et les besoins au sein du marché du travail des employeurs du Nouveau-Brunswick.

**Responsabilité : Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées**

Mesures

- Consulter des parties prenantes de la communauté handicapée et le secteur des affaires pour préparer des messages clés pour une campagne de sensibilisation (novembre 2021).

30. Établir d'ici 2021 des programmes d'apprentissage expérientiel à l'intention des personnes handicapées avec support financier, par le truchement de modèles de stages rétribués. L'apprentissage expérientiel (AE) devrait chercher dans une certaine mesure à jumeler les personnes handicapées avec des employeurs éprouvant des difficultés à pouvoir des postes.

Responsabilité : Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail

Mesures

- Passer en revue les programmes d'apprentissage expérientiel existants afin de déterminer leur accessibilité et leur utilisation par les personnes handicapées;

- Repérer les lacunes par rapport à l'accès aux programmes et consulter des intervenants au sujet des programmes d'apprentissage expérientiel dont ont besoin les personnes handicapées;
- Mettre au point des possibilités d'accès à l'intention des personnes handicapées, notamment des options de nouveaux programmes offrant un apprentissage expérientiel rétribué;
- Identifier des opportunités pour combler les besoins de main-d'œuvre aux employeurs.

Transports

Objectifs :

Accroître le nombre de transporteurs qui offrent des services de transport accessible et abordable dans nos collectivités et dans l'ensemble du Nouveau-Brunswick.

Établir des programmes d'incitatifs financiers afin de permettre aux organismes communautaires sans but lucratif et aux compagnies de taxis privées d'acquérir et d'exploiter des véhicules accessibles pour le transport public des personnes âgées ou des personnes handicapées.

Assurer le financement de modes alternatifs de transport communautaire

31. Créer d'ici 2021 un comité de mise en place de mesures d'accès aux transports chargé de surveiller le suivi des recommandations figurant dans le plan de transport rural et urbain pour le Nouveau-Brunswick et dans le rapport Ensemble pour vaincre la pauvreté de 2020.

**Responsabilité : Bureau du Conseil exécutif
Société d'inclusion économique et sociale**

Mesures

- Établir avec des intervenants du gouvernement, du milieu des affaires et de la communauté un comité chargé de se pencher sur les principales mesures à prendre qui examinera les problèmes de disponibilité, d'accessibilité et d'abordabilité des transports pour les personnes handicapées (septembre 2020).
- Définir les prochaines mesures à prendre pour mettre en application les recommandations relatives aux transports et fournir une orientation pour l'élaboration

d'un plan régional des transports tenant compte des besoins en matière de transport des personnes handicapées (mai 2021).

32. Le GNB dirigera d'ici 2020 un projet visant à déterminer la meilleure façon d'utiliser les innovations actuelles et à venir au sein des transports personnels afin de mieux aider les personnes handicapées à vivre, travailler et élever une famille au Nouveau-Brunswick.

**Responsabilité : Ministère des Transports et de l'Infrastructure
Société d'inclusion économique et sociale**

Mesures

- Comblent les lacunes et les besoins en matière de transport représente le principal chaînon manquant pour l'amélioration de l'emploi, du logement et de l'inclusion communautaire des personnes handicapées.
- Les progrès au sein des transports qu'a permis la technologie sont maintenant utilisés ou font l'objet d'essais pilotes en divers endroits en Amérique du Nord. Pensons notamment aux conavettage en ligne (p. ex. Uber et Lyft), aux voitures dotées de systèmes de guidage routier automatisés, et aux automobiles et autobus sans conducteur. Certaines petites municipalités utilisent la technologie nouvelle (p. ex. Uber à Innisfil, Ont.) pour offrir des services de transport en commun aux citoyens, notamment aux personnes handicapées, au lieu d'un réseau de transport en commun/d'autobus publics. Des recherches sur les meilleures pratiques actuelles sont nécessaires pour déterminer ce qui fonctionnera au Nouveau-Brunswick.
- Collaborer avec la Société d'inclusion économique et sociale, qui a élaboré une nouvelle stratégie en matière de transport pour le Nouveau-Brunswick qui bénéficierait de ce projet parallèle.
- Les améliorations dans le transport des personnes handicapées seront accessibles et bénéfiques à tous les autres citoyens du Nouveau-Brunswick.

33. Le GNB à modifier la *Loi sur les véhicules à moteur* afin de permettre aux municipalités d'imposer une amende de 172,50 \$ pour l'utilisation abusive des places de stationnement accessibles.

Responsabilité : Ministère de la Sécurité publique

34. Le GNB devrait maintenir en place le Programme de véhicules adaptés du Nouveau-Brunswick et s'assurera que des fonds adéquats y sont affectés.

Responsabilité : Ministère des Transports et de l'Infrastructure

Autres recommandations

35. Le GNB à collaborer avec les collectivités et des intervenants autochtones pour corriger les problèmes particuliers entourant l'accès aux services des Autochtones handicapés, peu importe où ils demeurent dans la province d'ici 2023.

Responsabilité : Ministère des Affaires autochtones

Mesure

- Le GNB à continuer à donner suite aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation ayant trait à la santé relevant de sa compétence.

36. Le ministère du Développement social devrait créer un groupe de travail comprenant des membres de la communauté sourde et d'organismes concernés afin d'élaborer une stratégie de communication et de sensibilisation d'ici 2021.

Responsabilité : Ministère du Développement social

Mesure

- Le ministère du Développement social à examiner sa politique de communication avec la communauté sourde et malentendante afin de permettre une communication avec sa clientèle par des moyens plus inclusifs.

37. Le site Web du GNB devrait être plus accessible, non seulement du point de vue de la technologie, mais également du langage utilisé et de la facilité de navigation. Le gouvernement provincial explorera d'ici 2023 des façons plus accessibles de communiquer avec ses citoyens.

Responsabilité : Service Nouveau-Brunswick

Mesures

- Le GNB se conformera à un ensemble de normes assurant l'accessibilité de tous. Les normes qui suivent devront être observées :
<https://www.w3.org/standards/webdesign/accessibility>.
- Communiquer avec des groupes de personnes handicapées pour s'assurer que les normes répondent effectivement aux besoins de la population qu'elles servent.

38. Le ministère du Développement social devrait aider activement les personnes handicapées à ouvrir un régime enregistré d'épargne-invalidité si elles sont admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées.

**Responsabilité : Ministère du Développement social
Ministère des Finances
Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées**

Mesures

- Présenter des initiatives de réforme législative offrant plus d'options accessibles pour la désignation des détenteurs de REEI au nom d'adultes ayant des déficiences intellectuelles ou cognitives qui ne peuvent signer eux-mêmes des ententes relatives à des REEI (novembre 2020).
- Créer un plan de communication au sujet de l'ouverture d'un régime enregistré d'épargne-invalidité afin de mettre en relief les avantages qu'il offre (avril 2021).

39. Le GNB à créer d'ici la fin de 2020 un comité interministériel spécial chargé de surveiller et d'appliquer une stratégie provinciale relative à l'autisme pour les adultes autistiques et il formulera des recommandations de changements continues. Le comité sera composé d'intervenants du domaine de l'autisme et des ministères concernés.

**Responsabilité : Ministère du Développement social
Ministère de la Santé**

Mesure

- Réponse du GNB aux observations et à la recommandation du rapport intitulé « A Provincial Focus on Adult Services for Persons with Autism » (Accent à l'échelle de la province sur les services aux adultes autistiques) d'Autism Connection Fredericton.

40. Le GNB examinera le modèle de financement existant afin de faciliter la prestation de services et de programmes améliorés en matière d'autisme d'ici 2021.

**Responsabilité : Ministère du Développement social
Ministère de la Santé**

Mesure

- Trouver des possibilités de fournitures d'une aide financière supplémentaire à Autism Connections Fredericton et aux autres centres pouvant démontrer par leurs programmes et leurs services qu'ils sont vitaux, ayant besoin d'un soutien supplémentaire et pouvant faire preuve de leur vitalité et de leurs besoins de ressources supplémentaires dans la collectivité.

41. Il faudrait rappeler à l'ensemble du personnel du gouvernement du Nouveau-Brunswick quelles sont les ressources d'information pour les personnes handicapées accessibles auprès du Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées au moyen de divers répertoires des services en ligne. Cela aiderait les ministères à diriger les clients handicapés vers d'autres ressources, en plus des programmes du gouvernement provincial.

**Responsabilité : Ministère du Développement social
Ministère de la Santé
Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance
Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail
Ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture
Ministère des Transports
Société d'inclusion économique et sociale
Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées**

Mesure

- Le CPMPH créera un plan de communication et une documentation qui sera distribuée à tous les ministères du GNB.

42. Le GNB à consulter sur la création d'une loi relative aux animaux d'assistance au Nouveau-Brunswick fournissant l'accès aux lieux publics aux personnes handicapées utilisant des animaux d'assistance en raison d'une incapacité.

Responsabilité : Bureau du Conseil exécutif

**Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées
Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail
Commission des droits de la personne**

Mesures

- Examiner les exigences en matière de dressage et d'agrément des animaux d'assistance au Nouveau-Brunswick et consulter les usagers et les principaux fournisseurs nationaux d'animaux d'assistance.
- Consulter les options pour réglementer la certification, l'entraînement et de l'accès aux animaux d'assistance.

43. Le GNB consultera la communauté des personnes handicapées pour s'assurer que les soutiens appropriés sont en place lors de situations urgentes ou qui ont rapport à la sécurité.

Responsabilité : Cabinet du premier ministre

**Ministère de la Sécurité publique
Le ministère du Développement social**

Conclusion et prochaines étapes

La stratégie de mobilisation des intervenants du Conseil du premier ministre et ce rapport traitent de la plupart des enjeux, défis, écarts, besoins, exigences et observations, qui ressortent lorsque nous envisageons d'améliorer le statu quo pour les personnes handicapées dans la province. Répéter ce qui a déjà été fait risque tout probablement de donner les mêmes résultats, lesquels, nous en convenons tous, doivent être améliorés à l'intention des nombreuses personnes que nous desservons.

Le Conseil du premier ministre prend des mesures maintenant pour trouver des moyens d'améliorer ce travail, d'améliorer notre impact stratégique collectif et d'adopter une approche plus souple face aux besoins des clients en tant que personnes. Cela représenterait une innovation par rapport aux approches précédentes de prestation de services qui sont trop souvent dominées par des formalités répétitives et des critères d'admissibilité qui empêchent de nombreuses personnes handicapées d'obtenir effectivement les soutiens nécessaires en temps opportun.

Dans ce rapport, nous offrons des recommandations concrètes sur la façon de mettre au point les rouages des nombreux systèmes de prestation de services pour améliorer les

résultats efficaces et efficients pour plus de personnes handicapées et renforcer les partenariats significatifs entre le gouvernement, le secteur communautaire et le secteur privé.

Comme première étape essentielle, le Conseil du premier ministre améliorera le niveau d'engagement des nombreux intervenants auprès des personnes handicapées qui doivent travailler différemment et de manière plus efficace, notamment par la voie du nouveau plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées.

Les représentants des ministères responsables de chaque recommandation ont été contactés pour les inviter à partager ce rapport avec leurs supérieurs avant sa publication.

Le Conseil du premier ministre assume la responsabilité du suivi auprès de chaque ministère individuellement et du gouvernement collectivement pour tenir chacun responsable des mesures à l'égard de ces recommandations.

Nous présenterons un rapport annuel au public et examinerons et actualiserons le plan au besoin.

Veillez noter que ce rapport ne devrait pas être considéré comme une liste complète ou finale de toutes les questions touchant les personnes handicapées. Nous nous attendons aussi à voir des partenariats solides avec d'autres ordres de gouvernement, la participation du secteur privé et des organismes à but non lucratif.

Nous vous remercions tous de votre soutien et de votre partenariat soutenu en vue de réaliser notre objectif commun pour réduire les obstacles des personnes handicapées au Nouveau-Brunswick.

Bibliographie

1. Statistics Canada 2017- *Canadian Survey on Disability*
2. Brief on Equal Access to Mental Health Services and Well-Being for People with an Intellectual or Development Disability, *NBACL March 2019*
3. Brief on Access to Transportation for People with a Disability, *NBDEN 2019*
4. A Provincial Focus on Adult Services for Persons with Autism “Navigating the Cliff”- *Autism Connection Fredericton*
5. From Surfaces to Services- An Inclusive and Sustainable Transportation Strategy in NB 2017-2037- *ESIC*
6. NB Health Services Review Stakeholders Input- *CNIB*
7. Mental Health submissions- *CMHA*

ANNEXE - HISTOIRE DU CONSEIL DU PREMIER MINISTRE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES

Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées

Histoire

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 1981 Année internationale des personnes handicapées, ce qui a permis à d'importants efforts au Nouveau-Brunswick de se polariser.

Lors d'une conférence provinciale qui s'est tenue à l'automne 1981, à laquelle participaient de nombreuses personnes handicapées, des parents, des organismes au service des personnes handicapées et des représentants du gouvernement, il a été décidé de former un organisme permanent afin de maintenir l'élan et l'enthousiasme engendrés par l'Année internationale des personnes handicapées.

Une résolution adoptée à l'unanimité par les participants à la conférence a mené à la rédaction et à l'adoption d'une loi créant le Conseil du premier ministre sur la condition des personnes handicapées en 1982. Le Conseil du premier ministre est un organisme d'étude, de consultation et de partage d'information qui a été créé pour aviser le gouvernement provincial sur les questions relatives à la situation des personnes handicapées.

Le Conseil du premier ministre encourage et surveille la conformité du gouvernement à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.

En partenariat avec les secteurs public et sans but lucratif, le Conseil continue de faire avancer le dossier des personnes handicapées et de leur famille au Nouveau-Brunswick.

Structure

Le Conseil du premier ministre se compose d'une personne nommée à la présidence et de douze membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Information et ressources

- Le Conseil du premier ministre publie un certain nombre de répertoires dont :
- le Répertoire des services offerts aux personnes handicapées au Nouveau-Brunswick;

- les services de transport et le programme d'adaptation de véhicules pour les personnes handicapées;
- les services d'orientation professionnelle et de placement ainsi que les possibilités de formation professionnelle pour les personnes handicapées;
- une aide financière aux personnes handicapées;
- le logement et un accès sans obstacles pour les personnes handicapées;
- une aide financière médicale aux personnes handicapées;
- le financement des sports et des loisirs pour les personnes handicapées;

les sources de financement pour la technologie d'assistance, un accès sans obstacles, l'aide au revenu, les frais médicaux, le logement, le financement des organismes communautaires et sans but lucratif, les loisirs.

Rôle dans le plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées

- Agit à la suite des recommandations du Plan d'action dont il est le maître d'œuvre;
- Collabore très étroitement avec les ministères, les groupes communautaires et les personnes handicapées de la province aux recommandations et aux mesures du Plan; demande et recueille des mises à jour des ministères responsables de la préparation des rapports d'étape annuels.

Plans d'action sur les questions touchant les personnes handicapées

Le premier plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées, *Plan d'action pour la décennie des personnes handicapées*, a été publié par le Conseil du premier ministre en 1985, à la suite d'une importante conférence provinciale. Depuis, neuf éditions du Plan d'action sur les questions touchant les personnes handicapées du Nouveau-Brunswick ont été publiées, comportant presque 500 recommandations qui ont été soumises et auxquelles nous avons donné suite sous le leadership de sept premiers ministres et de leur gouvernement.